

Les événements importants de 1942 dans le domaine des émissions d'obligations, sont, en mars, le lancement avec succès du quatrième emprunt de guerre (deuxième emprunt de la victoire) qui a donné \$996,706,900 et, en novembre, celui du cinquième emprunt de guerre (troisième emprunt de la victoire) qui a donné \$991,536,500.

Les événements importants de l'année 1943 sont le lancement de deux émissions: en mai, le sixième emprunt de guerre (quatrième emprunt de la victoire) qui a donné \$1,308,716,650 et, en novembre, le septième emprunt de guerre (cinquième emprunt de la victoire) qui a donné \$1,571,311,550.

Les opérations de financement du Gouvernement fédéral au moyen d'émissions d'obligations depuis 1907 peuvent se diviser en quatre périodes: de 1907 à 1914; la période de la première guerre mondiale, de 1914 à 1918; de 1919 à 1939; et de 1939 à date. Dans la première période l'argent sert en majeure partie au développement intérieur, aux travaux publics et aux chemins de fer; dans la deuxième, les dépenses de guerre nécessitent des emprunts considérables. La troisième est divisée en deux phases par l'année 1929; jusqu'à cette dernière année, les emprunts annuels du Dominion tendent à décliner malgré l'importance des emprunts contractés pour le compte des Chemins de fer Nationaux. A compter de 1929, les émissions de nouvelles obligations du Gouvernement fédéral prennent graduellement de l'ampleur, se composant d'emprunts pour défrayer les secours-chômage, les remboursements à des taux d'intérêt moins élevés et divers travaux publics. Depuis le début de la guerre, en 1939, le Dominion doit emprunter comme jamais il ne l'a fait encore afin de pouvoir faire face aux dépenses colossales imposées par la guerre.

Depuis la guerre de 1914-18 jusqu'en 1940, les émissions provinciales sont beaucoup plus considérables qu'auparavant, probablement à cause de la mise en valeur des utilités publiques et de l'amélioration des routes. Toutefois, en raison d'une demande accrue sur les marchés canadiens de l'argent, les gouvernements provinciaux manifestent l'intention en 1941 de limiter strictement leurs emprunts pour la durée de la guerre. En conséquence, le montant global des emprunts provinciaux directs et au moyen d'obligations garanties cette année-là n'est que de \$69,736,000; il est de \$96,860,000 en 1942 et \$97,632,000 en 1943, comparativement à \$156,820,000 en 1940 et \$154,059,900 en 1939. Les chiffres de 1941 sont les plus bas depuis 1919. Comme le total des remboursements est également moins élevé en 1941, il est tout naturel que le volume des émissions provinciales se contracte.

Les émissions d'obligations municipales au Canada sont plus considérables en 1913, vers la fin du boom de l'immeuble, qu'en toute autre année. Elles s'établissent alors à \$110,600,936. En 1930, elles atteignent presque ce niveau, s'établissant au total à \$109,648,063. Toutefois, malgré la plus grande urbanisation de la population, il y a un déclin marqué dans les ventes annuelles d'obligations municipales, lesquelles sont de \$23,563,905 en 1942 et \$14,228,986 en 1943.

En 1942 et 1943, le marché des nouvelles émissions municipales se caractérise par son très bas volume. L'emploi accru dans tout le Dominion et l'expansion marquée de l'activité industrielle ont une influence sensible sur les finances municipales en général. Les dépenses en secours-chômage diminuent considérablement et les revenus découlant de la taxe augmentent. Il en résulte que les municipalités se trouvent dans une situation financière plus solide et il n'y a à peu près pas d'émission de nouvelles débetures au cours des deux dernières années.

Les ventes d'obligations des corporations qui, entre 1926 et 1930, dépassaient en moyenne \$257,000,000 par année, tombent à \$10,550,000 en 1932 et \$4,385,000 en 1933 à cause de perspectives industrielles peu favorables. Depuis lors, le montant